

L'expansion de General Dynamics à Salaberry-de-Valleyfield est un désastre moral et les Québécois-es disent non

Un mémoire déposé par Julia Pohl-Miranda, Sasha Dyck, Annika Harley et les individus et groupe signataires en fin de texte.

Déposé le 13 mars 2026

POURQUOI CETTE EXPANSION EST-ELLE PRÉVUE ?

L'agrandissement de l'usine General Dynamics de Salaberry-de-Valleyfield (GD-OTS Valleyfield) vise à un peu moins que tripler sa production de matériaux explosifs, de 6 millions de livres, qui est la capacité actuelle de la ligne, jusqu'à 16 millions de livres par année. Selon l'étude d'impact, cet agrandissement est nécessaire pour répondre à « la forte croissance des besoins en matériaux énergétiques utilisés pour l'artillerie de gros calibre ».

« Un contrat de 50,8 M\$ US de l'armée américaine a été octroyé à GD-OTS Valleyfield pour fournir en quantité suffisante les matériaux énergétiques nécessaires pour accroître sa capacité de production d'obus à énergie cinétique de nouvelle production de 120mm M865A1 et des obus d'entraînement pour chars polyvalents de nouvelle production M1002 de 120mm. »¹

Plus spécifiquement, les matériaux énergétiques que GD-OTS Valleyfield produit sont une composante indispensable pour les obus militaires de ses clients. Une fois fabriqué au Québec, ce propergol est exporté vers des installations où il sert à la production d'armes militaires destinées au monde entier. L'agrandissement de l'usine de Valleyfield est explicitement destiné à l'exportation vers les États-Unis et ne répond en aucun cas aux besoins de la population québécoise.

¹ AtkinsRéalis, « Résumé de l'étude d'impact du Projet d'agrandissement de l'usine de fabrication de matériaux énergétiques de General Dynamics sur le territoire de Salaberry-de-Valleyfield. » 14 novembre 2025, disponible ici : <https://voute.bape.gouv.qc.ca/dl/?id=00000744028>.

UNE HISTORIQUE D'EXPORTATIONS CONTROVERSÉE QUI VIOLE FORT POSSIBLEMENT LE DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

Les exportations de General Dynamics ont été la source de nombreuses et inquiétantes préoccupations concernant les droits de la personne et le droit international.

Dès 2014, de sérieuses inquiétudes ont été soulevées concernant les exportations vers l'Arabie saoudite à partir des installations de General Dynamics à London, en Ontario.² En 2019, le Canada a signé le Traité sur le commerce des armes, qui « établit des normes communes pour le commerce international des armes classiques et vise à réduire le commerce illicite des armes et la souffrance humaine ».³ Deux ans plus tard, Amnesty internationale accusait déjà General Dynamics et le gouvernement canadien de bafouer ce traité.⁴ Au début de 2024, l'usine de Repentigny, plus proche de chez nous, faisait la une des journaux pour des exportations qui pourraient constituer des violations des traités sur les droits de la personne. Radio-Canada, parmi d'autres, a fait état d'une vente de munitions de General Dynamics à Israël via les États-Unis.⁵

Des organismes réputés internationaux sur les droits humains, comme les Nations Unies, la Cour internationale de Justice⁶, Amnesty internationale⁷ et Oxfam⁸ ont exprimé à plusieurs reprises de vives inquiétudes, non seulement sur le fait qu'Israël viole le droit international humanitaire, mais aussi sur le fait qu'il commet un génocide à Gaza. Par conséquent, ils ont appelé les États membres de l'ONU à cesser les transferts d'armes à Israël. Cependant, le Canada a continué d'exporter des armes et des

² Radio Canada, « Un contrat d'armement canadien avec l'Arabie saoudite remis en question. » 20 mai 2015, disponible ici :

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/721541/contrat-armement-arabie-saoudite-droits-personne-rapport>.

³ Affaires mondiales Canada, « Dépôt de l'instrument d'adhésion du Canada au Traité sur le commerce des armes. » 19 juin 2019, disponible ici :

<https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2019/06/depot-de-linstrument-dadhesion-du-canada-au-traite-sur-le-commerce-des-armes.html>

⁴ Amnesty Internationale, « Arabie saoudite | La vente d'armes Canada-Arabie saoudite bafoue le droit international : Un rapport d'Amnistie internationale et Project Ploughshares. » 12 août 2021, disponible ici : <https://amnistie.ca/sinformer/2021/canada/arabie-saoudite-la-vente-darmes-canada-arabie-saoudite-bafoue-le-droit>.

⁵ Radio-Canada, « « Il n'y a pas d'armes canadiennes qui vont se retrouver à Gaza », affirme Mélanie Joly. » 10 septembre 2024, disponible ici :

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2103400/armes-canada-israel-gaza-joly-general-dynamics>.

⁶ Cour Internationale de Justice, disponible ici : <https://www.icj-cij.org/node/203454>

⁷ Amnesty Internationale, « METTRE FIN AU GÉNOCIDE EN TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ » disponible ici : <https://amnistie.ca/chaque-voix-compte/mettre-fin-au-genocide-en-territoire-palestinien-occupe>

⁸ Oxfam, « Défendre les droits du peuple palestinien, » disponible ici : <https://oxfam.gc.ca/campagne/cessez-le-feu/>

composants d'armes vers Israël, à la fois directement et en profitant d'une faille juridique qui exempte les marchandises exportées vers les États-Unis des exigences d'autorisation et des politiques canadiennes d'évaluation des risques en matière de droits de la personne.⁹ Depuis début 2025, GD-OTS Valleyfield a fait l'objet d'une investigation minutieuse par le Project Ploughshares¹⁰, The Maple¹¹ et autres.

Dans un rapport accablant publié en novembre 2025, la coalition « Embargo sur les armes maintenant » a recensé : « 150 cargaisons d'explosifs et de matières inflammables canadiens, provenant des usines General Dynamics de Valleyfield et de Repentigny (Québec), à destination des usines de munitions de l'armée américaine. Ces usines fabriquent des bombes MK-84 de 907 kg (2 000 livres), des obus d'artillerie de 155 mm et des munitions de char de 120 mm destinées à l'exportation vers Israël. » Le rapport souligne que « l'usine de Valleyfield est le seul fournisseur nord-américain de propergol triple base M31A2 et remplit actuellement un contrat de production de ce propergol pour les États-Unis, qui l'utilise pour approvisionner leurs alliés, dont Israël. Ce propergol sert à propulser les centaines de milliers d'obus d'artillerie de 155 mm déployés par Israël lors de son assaut contre Gaza. »¹²

Alors que le gouvernement canadien a tenté de réfuter ce rapport, Radio-Canada a vérifié de manière indépendante un certain nombre d'envois et a pu les tracer jusqu'à leurs destinations finales dans des bases des Forces de défense israéliennes et à Tel Aviv.¹³

Alors que les représentants de GD-OTS Valleyfield ont affirmé à plusieurs reprises que la production était destinée à l'armée ukrainienne (via le département américain de la Défense), des rapports ont montré que son parcours est loin d'être aussi simple. Le

⁹ Al Jazeera, « Canada refuses to comment on US sale of Canadian-made weapons to Israel. » 20 août 2024, disponible ici : <https://www.aljazeera.com/news/2024/8/20/canada-refuses-to-comment-on-us-sale-of-canadian-made-weapons-to-israel>.

¹⁰ Project Ploughshares, « Canada under Contract to Supply the IDF with Artillery Propellant. » 26 mars 2025, disponible ici : <https://ploughshares.ca/canada-under-contract-to-supply-the-idf-with-artillery-propellant/>

¹¹ The Maple, « The Liberals Are Dodging Questions About A New Israeli Arms Contract » disponible ici : <https://www.readthemaple.com/the-liberals-are-dodging-questions-about-a-new-israeli-arms-contract/>

¹² Arms Embargo Now, « La Faille Américaine : Comment des Pièces Canadiennes de F-35 et des Explosifs Transient Vers Israël Par Les États-Unis. » 18 novembre 2025, disponible ici : https://armsembargonow.ca/wp-content/uploads/2025/11/FR_Exposing-The-U.S.-Loophole-1.pdf.

¹³ CBC News, « Jet fighter maintenance parts, bombs shipped to Israel via U.S., groups say in new report. » 18 novembre 2025, disponible ici :

<https://www.cbc.ca/news/politics/politics-jet-fighters-bombs-canada-us-israel-9.6982606>.

groupe Project Ploughshares¹⁴ a découvert que les munitions envoyées en Ukraine depuis le stock stratégique outre-mer du département américain de la Défense situé en Israël (War Reserve Stockpile Allies-Israel ou « WRSA-I ») ont été renvoyées en Israël en décembre 2023 pour être utilisées dans le cadre de l'opération « Swords of Iron », l'offensive génocidaire contre Gaza. Il y a de cela quelques semaines, un reportage de la CBC¹⁵ /Radio-Canada¹⁶ a révélé que le propergol produit à GD-OTS Valleyfield faisait l'objet d'un rapport de 55 pages de la Corporation commerciale canadienne, qui soulignait la probabilité que ces cargaisons finissent entre les mains d'Israël et faisait référence aux rapports des Nations Unies sur les violations des droits humains commises par Israël à l'aide d'armes contenant ce propergol.

Il est à noter que l'usine GD-OTS de Valleyfield est le fournisseur exclusif de propergol triple base M31A2 pour l'armée américaine, laquelle est chargée de fournir la majeure partie des munitions aux pays bénéficiaires de l'aide militaire américaine, dont Israël. De plus, ce type de propergol est indispensable au lancement des obus d'artillerie de 155mm, que les Forces de défense israéliennes ont utilisés sans discernement¹⁷ à Gaza. Il est donc fort probable que les matériaux produits à GD-OTS Valleyfield aient été utilisés pour commettre d'odieux crimes de guerre.

IL N'Y A PAS D'ACCEPTABILITÉ SOCIALE À LA FABRICATIONS D'ARMES

Chaque être humain mérite dignité et justice. Vendre des explosifs destinés à bombarder des populations est fondamentalement injuste. Les bombardements sont imprécis et tuent souvent des civils, en plus ou à la place des personnes visées. Que ces explosifs soient vendus à Israël, à l'Ukraine ou à tout autre pays, les bombes ne font que détruire. Bombarder ne libère personne ; cela ne fait que tuer, aggraver les conflits et causer des dommages environnementaux.

¹⁴ Project Ploughshares, « Canada under Contract to Supply the IDF with Artillery Propellant. » 26 mars 2025, disponible ici : <https://ploughshares.ca/canada-under-contract-to-supply-the-idf-with-artillery-propellant/>

¹⁵ CBC, « Crown corp. alerted minister's office about U.S. artillery ammunition sale connected to Israel. » 24 février 2026, disponible ici : <https://www.cbc.ca/news/politics/leblanc-canada-us-israel-9.7103075>

¹⁶ Radio-Canada, « Des munitions canadiennes vendues aux États-Unis étaient destinées à Israël. » 24 février 2026, disponible ici : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2232288/munitions-canadiennes-vendues-etats-unis-israel-ccc>

¹⁷ Oxfam America, « Open Letter on 155mm Artillery Shells Transfer to Israel. » 13 novembre 2023, disponible ici : <https://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/open-letter-on-155mm-munitions-transfer-to-israel/>

L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DE LA GUERRE DOIT ÊTRE CONSIDÉRÉ

Il y a des coûts écologiques immenses causés par les armes, les armées et la guerre. Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) mène des consultations sur le projet d'expansion de General Dynamics à Salaberry-de-Valleyfield, mais uniquement pour examiner ses impacts sur l'environnement local. La pollution et l'écocide mondial causés par la guerre et la militarisation sont passés sous silence, alors qu'ils représentent au minimum 5,5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, selon le Conflict and Environment Observatory (CEOBS)¹⁸. Si les armées étaient un pays, elles seraient le quatrième plus grand pollueur au monde. Il est regrettable que l'évaluation du BAPE n'inclue pas le coût écologique des matières explosives fabriquées sur notre territoire.

Outre les dommages environnementaux locaux reconnus par la société d'évaluation environnementale, les explosifs causent des dégâts environnementaux et humains même après leur utilisation. Ils contaminent l'eau potable, libèrent des fumées toxiques dans l'air et contribuent à la dégradation des sols. De ce fait, les survivants d'une attaque à l'explosif sont exposés à des risques de malnutrition, de famine, d'insalubrité et de maladies. Ces explosifs peuvent également causer des dommages irréparables aux écosystèmes locaux, notamment aux zones humides, aux forêts et autres milieux naturels.¹⁹

Et il y a les impacts sur les survivant-e-s. Après une campagne de bombardements de onze jours en mai 2011, la station d'épuration de Gaza a subi d'importants dégâts. Faute de financement et de matériaux, les infrastructures endommagées sont restées hors service pendant des mois. Cette paralysie a affecté plus d'un million de personnes. L'impossibilité de traiter les eaux usées et de dessécher l'eau de mer, due à ces dommages, a non seulement privé les Palestiniens d'eau potable, mais a également accru le risque de maladies hydriques.²⁰

¹⁸ CEOBS, « Estimating the military's global greenhouse gas emissions. » Novembre 2022, disponible ici : <https://ceobs.org/estimating-the-militarys-global-greenhouse-gas-emissions/>

¹⁹ Project Ploughshares, « Limiting the environmental impact of explosive weapons. » 18 septembre 2023, disponible ici : <https://ploughshares.ca/limiting-the-environmental-impact-of-explosive-weapons/>

²⁰ CEOBS, « Reverberating civilian and environmental harm from explosive weapons use in Gaza. » Novembre 2022, disponible ici :

<https://ceobs.org/reverberating-civilian-and-environmental-harm-from-explosive-weapons-use-in-gaza/>

LE QUÉBEC NE DEVRAIT PAS LOUER SES TERRES À UNE COMPAGNIE QUI APPROVISIONNE DES ARMES POUR DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS

Le terrain sur lequel l'expansion de GD serait réalisée est loué à GD-OTS Valleyfield par la province de Québec par l'intermédiaire d'Investissement Québec. Bien que la province n'ait pas investi dans cette expansion potentielle, elle a réaffirmé son engagement à collaborer avec les fabricants d'armes. En effet :

« Deux conditions devront toutefois être respectées, soit que leurs produits ne sont pas considérés comme des armes dites "controversées" selon le droit international humanitaire ou les conventions internationales et que les armes ne sont destinées qu'à des pays membres de l'OTAN ou faisant partie de leurs partenaires privilégiés. »²¹

Bien que les matières énergétiques produites à Valleyfield soient exportées vers un pays membre de l'OTAN et répondent ainsi à la deuxième condition, il est clair que les activités menées à GD-OTS Valleyfield ne répondent absolument pas à la première. Les Québécois qui y travaillent ont déjà fabriqué des composants d'armes qui ont été expédiés en Israël, contribuant ainsi à un génocide.

Le Québec a le devoir de prendre la parole lorsque le Canada ne le fait pas, et d'affirmer que nous ne fabriquerons pas d'armes à des fins génocidaires. Il n'y a aucune viabilité en un projet qui a des conséquences morales si horribles.

ATKINSRÉALIS NE DEVRAIT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉ DIGNE DE CONFIANCE POUR UNE ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTALE

Il est choquant qu'AtkinsRéalisis ait été choisie par GD-OTS Valleyfield pour réaliser l'étude d'impact de ce projet d'expansion. Anciennement connue sous le nom de SNC-Lavalin, cette entreprise traîne un lourd passé de corruption, en plus d'avoir des liens avec des violations de droits de la personne. On se souvient notamment de l'affaire où elle aurait versé 48 millions de dollars de pots-de-vin à des responsables libyens et même financé des yachts et d'autres services pour le fils de l'ancien dictateur

²¹ Journal de Montreal, « Un projet d'agrandissement de 682 M\$ à Valleyfield pour aider l'armée américaine. » 18 décembre 2025, disponible ici : <https://www.journaldemontreal.com/2025/12/18/un-projet-dagrandissement-de-682-m-a-valleyfield-pour-aider-la-rmee-americaine>

Mouammar Kadhafi afin d'obtenir des contrats lucratifs dans le pays^{22 23 24}. La Libye n'est pas le seul pays qui aurait été victime de bribes de SNC-Lavalin : une enquête menée par CBC et The Globe and Mail a révélé que la compagnie utilisait des codes secrets dans ses documents comptables pour désigner des bribes destinées majoritairement à des agences de développement international dans 13 pays différents, dont le Nigeria, l'Ouganda, et l'Inde, pour remporter des contrats²⁵. Non seulement cela, l'entreprise s'est également rendue coupable de dons illégaux à des campagnes politiques, tant pour le Parti libéral que pour le Parti conservateur du Canada, de corruption pour remporter les contrats du pont Jacques-Cartier et du Centre universitaire de santé McGill. Cette dernière affaire a été nommée « la plus grande affaire de fraude et de corruption dans l'histoire du Canada » par un détective de la police provinciale de Québec²⁶. Plus récemment, AtkinsRéalis a été accusé d'avoir fait des dons aux campagnes électorales de membres du Congrès étasunien qui ont voté contre la validation des résultats de l'élection présidentielle étasunienne en 2020. Nous ne pouvons pas énumérer tous les scandales auxquels SNC-Lavalin/AtkinsRéalis a contribué ; la liste est trop longue.

Ce projet d'expansion soulève d'importantes questions morales, éthiques et juridiques qui doivent être évaluées de manière juste et transparente. Il est inquiétant qu'une compagnie qui a fait les manchettes à répétitions pour scandales de corruption ait été choisie pour réaliser l'étude d'impact. Il est encore plus inquiétant de constater que les termes « droits humains » et « droits de l'homme » n'apparaissent que très rarement dans les plus de 900 pages de l'étude d'impact soumise par Atkins Realis.

²² CBC, « 5 Things We May Never Know about the SNC-Lavalin Scandal. » 19 mars 2019, disponible ici : <https://www.cbc.ca/news/politics/snc-lavalin-corruption-dpa-what-happens-next-1.5049456>

²³ Radio-Canada, « L'ex-VP de SNC-Lavalin risque de retourner en prison. » 16 février 2026, disponible ici : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2229722/ex-vp-snc-lavalin-prison-bebawi>

²⁴ Radio-Canada, « L'ex-cadre de SNC-Lavalin Sami Bebawi coupable de fraude et de corruption. » 15 décembre 2019, disponible ici :

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1434517/snc-lavalin-sami-bebawi-coupable-fraude-corruption-justice>

²⁵ <https://www.cbc.ca/news/canada/snc-lavalin-international-used-secret-code-for-bribery-payments-1.1386670>

²⁶ <https://thecanadianencyclopedia.ca/en/article/snc-lavalin>

CONCLUSION: CE PROJET N'EST PAS ACCEPTABLE ET NE DOIT PAS ÊTRE PERMIS D'ALLER DE L'AVANT

Au Québec, nous tirons fierté d'être un pays qui défend les droits de la personne et défend la paix. Et en tant que citoyen-ne-s canadien-ne-s signataires de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (CPRCG), du Traité sur le commerce des armes, et divers autres traités sur les droits de la personne, il est de notre responsabilité morale de s'opposer au projet d'expansion de GD-OTS Valleyfield. Dans les derniers mois seulement, les États-Unis ont initié plusieurs conflits militaires sur différents continents. Au Venezuela, à Cuba pour l'embargo et maintenant en Iran. Tout cela pendant qu'il n'y a toujours aucun cessez-le-feu véritable à Gaza et il est hautement probable que les matières énergétiques fabriquées en ce moment à Valleyfield seront expédiées bientôt à ces endroits pour poursuivre ces conflits en violation des lois humanitaires internationales. Nous ne devrions pas fournir de propergol aux États-Unis qui rendent même possible ces conflits mortels auxquels nous assistons.

SIGNATAIRES INDIVIDUELS

Sara Adams	Emma Dennis
Bengi Akbulut	Will Dubitsky
Nadia Alexan	Deniz Duruiz
Rachael Alguire	Jennie Fallis
Sepideh Anvar	Nadine Faraj
Zahur Ashrafuzzaman	Alyssa Favreau
Shira Avni	Helena Fernandez-Murray
Rebecca Bain	Sarah Fixler
Linda Ballantyne	Jody Freeman
Romane Bergeron Lévesque	Leila Ghaffari
Margot Berner	Genevieve Gore
Karl Beveridge	Maya Goss
Nina Bianchi	Dr. Kevin A. Gould
Danielle Bobker	John Greyson
Simona Bobrow	Davita Guslits
Sam Boskey	Freda Guttman
Martine Boyer	Robin Helbig
Ana Brandusescu	Daniel Horen Greenford
Noah Brender	NT Huynh
Daniel Broomberg	Nancy Inniss
Andy Brunet	Blair Jackson
Sébastien Caquard	Jake Javanshir
Amel Cheikhrouhou	David Kalant
Romain Chambon	Eli Kaufman
May Chiu	Matt Kusner
Kate Chung	Dimitri Lascaris
Janet Cleveland	Richard Leclerc
Cristina Ferrandez Moreno	Amanda Levine
Mary Ellen Davis	Anwyn Li

Kevin Yuen Kit Lo
Hank Long
Kathrin Luthi
Noella Mackay
Aviva Majerczyk
Yousef Mandourah
Ibticem Mansouri
Leila Marshy
Anna Michali
Alain Mignault
Mila Broomberg
John Milchem
Sarah Miller-Barrington
Andrea Miller-Nesbitt
Colin Miquet
Nalini Mohabir
Stephanie Molloy
Beverly Monk
Hope Moon
Joy Moore
Elise Moser
Sophie Moulaison
Monica Mulrennan
Mireille Munger
Tyisha Murphy
Ari Nahman
Alison Naturale
Rehab Nazzal
Robyn Newton

Laura Doyle Péan
Jasmine Peardon
Dominique Peschard
Pascal Peschard
Donika Qelaj
Samantha Quinn
Sarina Rahman
Norma Rantisi
Alessandra Renzi
Jude Rex
Michael Ryan
Romane Robinson
Marianne Roy
Glenn Rubenstein
Jeanne Sabourin
Helen Sadowski
Samantha Sagredo
Anaïs Salamon
Zev Saltiel
Sandra Shatilla
James Shorrocks
Sandra Sjollem
Elizabeth Skene
Jennifer Srey
Tara St James
Jeannine-Marie St-Jacques
Saskia St-Jean
Em Steinkalik
Kiva Tanya Stimac

Amy Stuart

Nanée Tcheurekjian

Marc-André Toupin

Sofie Tsatas

Susan Turansky

Sarah Turner

Joanie Urbain

Alain Vallée

Scott Weinstein

Fiona Winston

Pàtricia Larson Winstoni

Jem Woolidge

Tamara Ghandour

Lilah Woods

Paulina Wynn

Hugo Yale

Maria Zaslavsky

GROUPES SIGNATAIRES

Academics and Staff for Palestine - Concordia University

Anticolonialisme UdeM

Bikers4Pal - Cyclistes pour la Palestine

Concordia Research and Education Workers' Union (CREW-CSN)

Geography, Planning and Environment Graduate Students Association - Concordia University

Greenpeace Canada

International Jewish Anti-Zionist Network Canada (IJAN)

Independent Jewish Voices - Concordia

Jewish Faculty Network - Montreal

Justice Climatique Montréal

LaSalle-Émard-Verdun pour la Palestine

Laurier-Sainte-Marie pour la Palestine

Mennonite Action Canada

Monteregie Antifasciste

Montreal Anti-Apartheid

Montréal Serai

Montreal Writers for Palestine

Palestine Vivra

Palestinian Youth Movement - Montreal

Spring Socialist Network

The Coordinating Council for Palestine

Voix Juives Indépendantes Montréal

Unitarian Universalists of the Salish Sea